PrÉsidence

de la Paris, le 17 septembre 2014

République

NOTE

 à Monsieur le Président de la République

----

s/c de Monsieur le Secrétaire General

***Objet : Baromètre de l’action gouvernementale - septembre 2014***

Le dernier baromètre de l’action gouvernementale (terrain juste après l’affaire Thévenoud) nous a été communiqué (en pj). En ressort essentiellement :

1. **Principales préoccupations : chômage, pouvoir d’achat/fiscalité, jeunesse, inégalités**
* Le **chômage** écrase les autres préoccupations ; le **pouvoir d’achat** est la seconde. La **fiscalité,** troisième préoccupation, semble en voie de se tasser, après être monté très haut à l’automne dernier.

La **situation des jeunes** est stable et à un niveau élevé depuis le début du quinquennat. Les **inégalités sociales et les injustices** arrivent derrière, sur une pente plutôt ascendante.

Parmi les sujets les moins prioritaires : **l’environnement**, le **fonctionnement de la justice**.

1. **Action du gouvernement**: le gouvernement de M. Valls n’est **globalement pas mieux jugé que celui de JM. Ayrault (16%)**. Le PM, qui bénéficiait d’une appréciation bien meilleure que celle de son gouvernement (47% en juillet, 33% en septembre), **conserve malgré une baisse un écart de confiance avec son équipe de 17 points** (qui représente son capital de posture et d’image personnelle).

1. **Une action dont la cohérence n’est toujours pas comprise**
* Seuls **17%** des Français ont le sentiment que **le gouvernement « *sait où il va* »**, contre **81% qui pensent « *qu’il agit au jour le jour* »**, en hausse de 3 points par rapport à mai : **la clarification du remaniement n’a pas été perçue**.

Les **grands axes** portés par le gouvernement **ne ressortent pas nettement** : **43%** pensent que **« *le gouvernement se mobilise vraiment pour aider les entreprises* »** (contre 55% non) ; **33% seulement que « *le gouvernement fait de vrais efforts pour faire des économies* »** (soit un niveau équivalent à celui précédant l’annonce des 50 milliards).

Le sentiment de **divisions persistantes** pèse sans doute : **66% des Français pensent qu’il y a au sein du gouvernement « *plusieurs lignes politiques qui nuisent à l’action du gouvernement* »** (+2 points) contre 11% seulement « *une seule ligne politique* ». Là encore, le remaniement n’a pas eu l’effet de clarification escompté.

* Cette faible perception de la cohérence mine la confiance dans les résultats. **Le gouvernement est un peu plus crédité de vouloir faire des réformes** (44%, +6 points) mais on ne comprend pas lesquelles : dès lors, la très grande majorité des Français **pensent « *qu’il n’y parviendra pas* »**.

Conséquence : **« *l’attente* »** et **« *l’espoir* »** envers le gouvernement **chutent de 19 et 20 points** ; la **« *déception* »** et le **« *mécontentement* » progressent de 18 et 14 points**.

* En termes de bénéficiaires, **les classes moyennes se sentent les principales oubliées du gouvernement**. Alors que le gouvernement de F. Fillon était vu comme travaillant d’abord pour « *les catégories privilégiées* » (70%) en laissant de côté les « *défavorisés* » (5%) et des « *classes moyennes* » (7%) ; **l’action de la gauche** (sans rupture notable depuis 2012) **est perçue comme bénéficiant toujours d’abord aux « *privilégiés* »** (autour de 40%, peut-être moins par volonté du gouvernement que par capacité de celles-ci à trouver les moyens de s’en sortir), **puis aux « *catégories défavorisées* »** (20%, avec sans doute une certaine connotation d’assistanat), **mais pas plus qu’avant aux « *classes moyennes* »** (8-10%) dans lesquelles se reconnaissent la majorité des électeurs.

1. **Fonctionnement du couple exécutif : satisfecit des Français**
* **47% des Français jugent le PR et le PM « *complémentaires* », 46% croient qu’ils se « *font confiance mutuellement* » (+7) et qu’ils « *sont unis* » (+10)**. 30% seulement pensent qu’ils « *fonctionnent ensemble de façon efficace* », conséquence sans doute moins d’un jugement sur le fonctionnement de la dyarchie exécutive que du manque de résultats perçus.

 Adrien ABECASSIS